

**Olena SIMON**

Doctorante de l'Académie Nationale  
des Sciences d'Ukraine

**L'alliance polono-ukrainienne de 1920 et la guerre contre la Russie Soviétique :  
les nouveaux accents dans les débats historiographiques**

Au cours des vingt dernières années, l'historiographie ukrainienne a remis en question les dogmes et mythes construits sous l'ère soviétique, notamment en ce qui concerne la période de la révolution nationale de 1917 – 1920. Mais, bien qu'à l'heure actuelle les historiens ukrainiens s'intéressent beaucoup à ces années étroitement liées au nom de Petlura, à sa lutte pour l'indépendance de l'Etat ukrainien et, en particulier, à son alliance avec la Pologne contre la Russie soviétique en 1920, ce sujet reste toujours controversé et discuté.

Les historiens ukrainiens rangent l'alliance polono-ukrainienne de 1920 dans une gamme très large, allant de la "trahison des intérêts nationaux" au "mouvement tactique pour continuer la lutte pour la libération de l'Ukraine" en passant par "l'acte de désespoir". Aujourd'hui, on reproche moins à Petlura d'avoir accordé la Galicie orientale et la Volhynie occidentale à la Pologne puisque, en échange, l'Ukraine aura obtenu une chance de reprendre Kyïv et de former son armée pour afin d'être en mesure d'étendre rapidement son autorité, d'abord sur l'Ukraine de la rive droite, puis sur celle de la rive gauche. On considère que le résultat le plus important du Traité signé à Varsovie en avril 1920 réside notamment dans le fait que "la Pologne et l'Ukraine ont pris conscience de la nécessité d'un partenariat stratégique pour assurer leur indépendance" et que la collaboration aura continué sous d'autres formes, pendant bien des années encore. Dans cette logique, plutôt que de guerre polono-soviétique, certains historiens préfèrent parler de guerre polono-ukrainienno-soviétique à propos du conflit de 1920, puisque l'Ukraine n'a pas seulement été le terrain de jeu et l'enjeu de cette guerre mais aussi un protagoniste. Bien que, "dès le début, pour de nombreuses raisons, cette alliance était vouée à la défaite, elle a néanmoins permis de prolonger l'histoire de la République Ukrainienne pour une année supplémentaire". La conséquence la plus importante de la guerre de 1920 est vue dans le fait que "la résistance de l'Ukraine et de la Pologne a arrêté l'invasion bolchévique prévue pour l'Europe". Grâce au combat de l'armée ukrainienne en 1920, il était impossible d'ignorer la volonté du peuple ukrainien

d'avoir un Etat, ce qui a contraint les bolchéviques à créer une Ukraine soviétique officiellement indépendante.

Cette alliance est souvent qualifiée d'union personnelle des deux chefs d'Etat fondée sur des relations personnelles et des accords privés. Tous deux mettaient le lourd héritage du passé et la configuration politique du moment dans leur balance pour trouver un compromis.

Par ailleurs, cette alliance est souvent vue comme un compromis artificiel et précaire. L'idée de l'alliance a pris au moins une année de retard, empoisonnée par la guerre pour la Galicie orientale en 1919. Petlura lui-même, ne croyant pas vraiment en la capacité des Polonais à assimiler la Galicie orientale, pensait que, une fois l'Ukraine renforcée militairement, elle serait capable de regagner ces terres. Des années plus tard, Pilsudski avoua aussi qu'il était conscient que, ultérieurement, l'Ukraine chercherait à renégocier les termes du Traité de Varsovie et demanderait l'annexion de la Galicie orientale à son territoire. Il considérait ces exigences comme équitables. Les chercheurs s'accordent à dire que cette alliance était, pour la Pologne, "un geste imperialiste" avec un Petlura très faible et un Pilsudski relativement fort. Ainsi certains historiens affirment que "les Polonais ne se sont pas comportés comme des alliés, mais comme des occupants, en s'attirant ainsi l'hostilité de la population et en donnant des armes de propagande aux bolchéviques". Parfois, ils accusent Pilsudski d'avoir voulu instrumentaliser Petlura et le "transformer en un éternel quémandeur de munitions et de bottes, pour pouvoir le garder dans son "champ de vision", par crainte que l'armée ukrainienne, alliée du moment, ne se transforme un jour en ennemi principal". En général, la politique de Pilsudski à l'égard de l'Ukraine est qualifiée d'incohérente, contradictoire et insuffisamment définie.

Il faut reconnaître que l'historiographie polonaise est plus productive et plus riche en réflexions sur le sujet, peut-être parce que cette idée d'une alliance polono-ukrainienne contre la Russie impériale et bolchevique était et reste encore très populaire dans les milieux démocratiques polonais. Néanmoins, la façon dont les événements se sont déroulés du côté ukrainien y reste encore peu connue. Globalement, la vision qui prévaut est que l'armée polonaise, une fois parvenue en Ukraine avec les troupes alliées de Petlura, aurait dû rencontrer un soutien de masse et susciter l'émergence de sentiments patriotiques chez les Ukrainiens. Elle a pourtant été accueillie avec suspicion et apathie. Bien que les Polonais aient espéré la formation d'une armée ukrainienne nombreuse, leurs espérances ont vite été déçues, car le pouvoir

ukrainien ne s'est pas montré capable d'organiser la mobilisation, en raison de sa mauvaise organisation sur place et du manque de volontaires, alors que, dans le même temps, le ravitaillement fourni par les Polonais aurait été suffisant.

Dans les faits, l'alliance polono-ukrainienne de 1920 recèle donc toujours une poignée de questions non résolues.

Remarquons tout d'abord qu'il n'y a aucune étude qui éclaire *l'origine et le développement de la coopération non seulement politique, mais aussi militaire et économique* entre la Pologne et l'Ukraine en 1919 – 1920. C'est pourtant sur cette coopération que devait se fonder la continuité et le succès de l'alliance. La Pologne avait-elle l'ambition de devenir le dépositaire exclusif des richesses produites en Ukraine et d'en tirer bénéfice dans ses relations commerciales avec l'Europe et la France en particulier ?

Ensuite, la nature-même de l'alliance n'a pas encore été passée au crible, à commencer par *les relations entre les alliés telles que les définissaient les termes de la convention militaire*. On sait peu de choses sur le *fonctionnement de l'alliance au niveau des structures administratives et de leur évolution*, notamment sur la manière dont ont été appliqués les 17 articles de la convention militaire du Traité de Varsovie, une fois les armées alliées parvenues en Ukraine de la rive droite en mai 1920.

Enfin, *la genèse de la guerre du côté ukrainien* est mal connue. Comment le pouvoir ukrainien a-t-il été restauré sur une partie du territoire ukrainien en mai et en octobre 1920, avec quelles différences à ces deux dates? La formation de l'armée ukrainienne reste toujours une question ouverte : quels ont été les résultats de la mobilisation, comment s'est passé le ravitaillement de l'armée? Les Polonais ont-ils fourni les armes en quantités promises?

Pour répondre en partie à ces questions, il convient d'examiner les relations polono-ukrainiennes dans la perspective de la mise en œuvre et du respect des termes du Traité de Varsovie de la fin avril jusqu'à la mi-juin 1920, autrement dit pendant la campagne de Kyïv. La principale source d'information sont les archives de Varsovie et de Kyïv, notamment les lettres du commissaire en chef de l'Ukraine, Kost' Lossky, ainsi que les rapports des commissaires ukrainiens locaux et des agents polonais sur place.

En premier lieu, il est utile de préciser comment Pilsudski percevait la guerre avec la Russie soviétique avant avril 1920. L'objectif de sa politique orientale était, tout d'abord, de former une barrière fiable – ou frontière stratégique minimum – entre la Pologne et la Russie. Le tracé de la frontière était basé sur les besoins stratégiques et économiques de la Pologne : il devait lui assurer le contrôle des chemins de fer Vilno – Drohobych – Lviv – Kovel – Pinsk – Luninets – Baranovichi et lui garantir les terres de Lituanie, de Volhynie, ainsi que les zones industrielles de la Galicie orientale. Les exigences minimales de Pilsudski d'avoir en sa possession les lignes ferroviaires stratégiques et la zone de protection des marécages de Polésie en Biélorussie étaient donc liées à des considérations militaires. Quant à son objectif maximum, il était de soutenir les efforts de la périphérie non-russe – en premier lieu l'Ukraine – qui cherchait à se détacher de la tutelle de Moscou, afin de changer la configuration géopolitique de la région et permettre son développement pacifique pendant une longue période.

La Pologne de Pilsudski, c'était une Pologne multinationale, une Res Publica unissant plusieurs nations et rassemblant trois entités distinctes (la Lituanie, l'Ukraine et la Biélorussie) à l'opposé de la Pologne de Roman Dmowski, l'idéologue du mouvement national-démocrate ou tout simplement nationaliste. Pilsudski représentait des tendances pro-ukrainiennes très fortes et très sérieuses et déclarait ouvertement que l'Ukraine devait être libre et indépendante. Par conséquent, la prise de Kyïv était un essai pour construire une république fédérale. Telle était la conception théorique de Pilsudski.

En 1919, cette vision géopolitique se heurtait à deux obstacles majeurs. D'une part, à l'Est, les dirigeants de la Russie soviétique rêvaient de révolution mondiale. Ils cherchaient à fomenter des troubles insurrectionnels dans toute l'Europe, surtout en Allemagne. Ce n'est donc que parce qu'ils n'avaient pas les moyens de faire face à l'ensemble des menaces qui pesaient sur leur régime que les bolchéviques eurent momentanément recours, en décembre 1919, à une proposition de paix assez avantageuse pour la Pologne.

D'autre part, à l'Ouest, les Alliés souhaitaient limiter l'expansion territoriale polonaise vers l'Est aux seules régions purement polonaises. Le 8 décembre 1919, ils définirent la frontière orientale de la Pologne selon un tracé, souvent appelé "ligne Curzon", qui passait par Grodno, Yalovka, Nemirov, Brest-Litovsk, Dorogusk, Oustiloug, à l'est de Hrubieszów et de Przemyśl, jusqu'aux Carpates. De son côté, depuis l'été 1919, la Pologne cherchait à obtenir une

renonciation formelle de l'Ukraine à ses droits en Galicie orientale pour l'utiliser comme argument majeur devant les puissances de l'Entente, afin d'annexer définitivement ces terres à la Pologne. Une action militaire conjointe contre la Russie soviétique et la reconnaissance de l'Ukraine étaient alors jugées peu plausibles, puisque cela dépendait de la situation internationale et militaire.

Après la signature du Traité de Saint-Germain le 19 Septembre 1919, la Galicie orientale, en tant que partie de l'ancien Empire austro-hongrois, devint un sujet de droit international. Le 20 novembre, la Commission Cambon publia le Statut de la Galicie orientale. La Pologne reçut mandat pour la gouverner sous le contrôle de la Société des Nations pendant une durée de 25 ans. La Galicie orientale devait avoir son Parlement, des droits propres et les langues devaient y être reconnues à égalité. Cependant, la Pologne était mécontente que ces terres n'aient pas été reconnues comme partie intégrante de son territoire.

En hiver 1920, la situation diplomatique de la Pologne restait précaire. Les Alliés, surtout la Grande Bretagne, étaient hostiles aux prétentions polonaises sur les territoires situés à l'est de la ligne Curzon. La déclaration du Conseil suprême des Alliés du 23 février 1920 précisa qu'ils ne protégeraient les frontières des États voisins de la Russie soviétique qu'en cas d'agression. Une telle interprétation du statut des frontières polonaises amena Pilsudski à s'adresser le 7 mars au général Henry, membre de la mission militaire française à Varsovie, pour demander quelle frontière polonaise les Alliés comptaient protéger à l'est : la ligne Curzon ou la ligne de 1772 ? Si la Pologne devait être attaquée sur le front actuel, obtiendrait-elle de l'aide ? Il souligna que la réponse à ces questions influencerait le cours des négociations avec les bolchéviques qui duraient depuis déjà 3 mois. Apprenant les préparatifs polonais, les Alliés mirent Pilsudski en garde. Ce dernier, convaincu que les bolchéviques ne cherchaient qu'à gagner du temps pour concentrer de nouvelles troupes, fit également traîner les pourparlers. Il prévoyait de paralyser les négociations avec les bolchéviques en leur imposant une condition inacceptable, ce qu'il fit à la mi-avril. Officiellement, les négociations furent alors interrompues en raison de la controverse autour de Borisov, petite ville de Biélorussie non loin de la ligne de front, où le gouvernement polonais voulait envoyer sa délégation diplomatique.

Pilsudski décida alors de passer à l'attaque et de mettre les Alliés devant le fait accompli, afin de les obliger à reconnaître les frontières polonaises orientales élargies. Bien que la nécessité d'une offensive contre la Russie soviétique n'eût pas trouvé de soutien dans le gouvernement

polonais, Pilsudski pouvait s'appuyer sur un cercle de partisans au sein du Ministère de la guerre et de l'état-major général qui, depuis le début de mars, anticipaient une réorganisation de l'armée polonaise.

Du côté ukrainien, les préparations à la guerre commencèrent en hiver 1920, quand la Pologne permit de créer, à Brest-Litovsk et à Kamianets-Podilskyï, deux divisions d'infanterie qui participèrent ensuite à l'offensive de Kyïv. Le 17 avril, Pilsudski signa un ordre de regroupement de ses armées, afin de commencer l'offensive à l'Est. Une semaine plus tard, un accord politique fut signé avec les Ukrainiens.

Par cet accord du 22 avril, la République populaire ukrainienne dirigée par Simon Petlura fut reconnue entre les rivières Zbroutch et Dniro, c'est-à-dire dans les limites de la Pologne de 1772, territoire qu'elle avait déjà occupé ou aurait du gagner par les armes ou la diplomatie. On considère que, en renonçant aux frontières polonaises de 1772, la partie ukrainienne recevait une sorte de compensation pour la perte de ses terres en Volhynie et Galicie orientale. Le traité de Varsovie ne précisait pas les frontières orientales de l'Ukraine, autrement dit celles qui devraient être établies entre l'Ukraine et la Russie. Dans les faits, la Pologne gagnait non seulement la Galicie orientale, mais aussi cinq ouiezds complets et deux ouiezds partiels de Volhynie qui, par un ordre de Pilsudski du 29 mai, furent placés sous le pouvoir du gouvernement polonais.

Selon les termes de la convention militaires, le haut commandement de l'armée polonaise s'engageait à fournir à l'armée ukrainienne matériel en quantité nécessaire pour les trois divisions selon l'état prévu pour les divisions polonaises. Les Polonais s'étaient donc engagés à livrer, en particulier, 55.000 ensembles de vêtements, 43.500 fusils et 108 canons. Les troupes ukrainiennes avaient été placées sous commandement de l'armée polonaise. La partie ukrainienne obtenait le droit d'organiser son administration militaire et civile sur les terres libérées.

La convention militaire était temporaire et ses termes définis en rapport avec la marche sur l'Ukraine de la rive droite. La majorité de ses articles – ceux qui concernaient le mécanisme des livraisons d'armes et de vêtements, le transfert du pouvoir à l'administration ukrainienne, le partage des chemins de fer et les questions monétaires – devait être précisée plus tard par des "accords supplémentaires". En réalité, cela signifiait que la partie ukrainienne, une fois sur son territoire, se retrouvait otage des "circonstances militaires" à cause desquelles il lui était impossible de mobiliser ou de rétablir son administration sans autorisation polonaise.

Pour Pilsudski, l'accord politique avec l'Ukraine était le prélude à la signature d'une convention militaire qui ne sera effectivement signée que quelques heures avant l'offensive en Ukraine, qui commença le 25 avril à 3 heures du matin. Le but de la première phase de l'offensive était de séparer les deux armées rouges autour de Zhytomyr – Koziatyn, puis de les encercler et d'écraser l'une d'entre elles à cet endroit, l'autre plus au sud, en direction d'Odessa. La rapidité de l'attaque et son effet de surprise devaient être ses forces principales. Pilsudski prévoyait de mener une guerre victorieuse et courte qui lui permettrait ensuite d'imposer ses conditions de paix à la Russie soviétique. L'Ukraine devait également participer à ces négociations.

Dans sa lettre du 6 mai au premier ministre polonais, Pilsudski affichait avec optimisme son espoir de voir l'armée rouge défaite en Ukraine et en Polésie avant le 10 mai. Fort de cette victoire, l'heure viendrait alors de proposer aux bolchéviques de nouvelles négociations, dans des conditions plus avantageuses d'autant plus que, à ce moment là, l'armée ukrainienne de Petlura devait prendre Odessa. Ce plan ne fut jamais mis en pratique car Pilsudski donna l'ordre aux troupes ukrainiennes de stopper leur avancée au sud, peut-être par crainte de les voir prendre un poids et une autonomie importante. La Russie ne demanda pas la paix non plus.

En somme, la marche sur Kyïv ne se déroula pas comme prévu. L'armée rouge n'opposa qu'une faible résistance : elle se retira vers Kyïv et vers le sud. C'est ainsi que, le 7 mai, le bataillon de reconnaissance de l'armée polonaise put entrer dans le centre-ville de Kyïv en tramway, juste pour se distraire, et que l'on apprit que Kyïv était libéré des bolchéviques. Le 8 mai, 10 régiments de la 3ème armée polonaise occupèrent Kyïv. Le même jour, Pilsudski visita la ville pendant quelques heures.

C'était "un miracle sur le Dnipro", une guerre étrange, tout comme "l'occupation qui ressemblait à un défilé de mode en uniforme polonais". De cette occupation, les habitants de Kyïv n'auront retenu que les concerts, la spéculation sur le marché et le plus vieux pont en chaînes métalliques dynamité au moment du retrait des troupes polonaises comme dans un dernier adieu à la ville. En effet, puisque le front s'était stabilisé derrière la rivière Dnipro, les habitants de Kyïv se divertissaient en se rendant le soir sur les collines du Dnipro pour observer les explosions de l'artillerie comme s'il s'agissait de feux d'artifice.

En réalité, les troupes polonaises furent alors contraintes de tenir un front de plus de 300 kilomètres avec seulement 120.000 hommes. Durant le mois de mai, elles durent faire face à des contre-attaques bolchéviques de plus en plus intenses.

Le rétablissement de l'autorité ukrainiennes dans tous les domaines de la vie publique fut confié au commissaire en chef du gouvernement ukrainien Kost' Lossky qui demeura à ce poste jusqu'à la fin de mai. Les gouverneurs ukrainiens de Podolie et de Volhynie furent nommés au début de mai. Vinnitca devint la capitale du gouvernement ukrainien.

Dès le 7 mai, Lossky qualifiait la situation de "tout à fait catastrophique", d'abord parce qu'il n'y avait pas de roubles ukrainiens, et ensuite parce que les conditions du décret de Petlura sur le rétablissement des institutions gouvernementales ukrainiennes ne pouvaient être remplies. Il prévoyait un "grand scandale", parce que les Polonais, constatant l'impuissance de leur allié, pouvaient facilement prendre le contrôle du territoire. Lossky demanda au gouvernement ukrainien de mettre immédiatement 225 millions de roubles ukrainiens à sa disposition, faute de quoi il menaçait de démissionner. Finalement, le 15 mai, le gouvernement ukrainien ne lui accorda que 15 millions.

Afin de régler la question monétaire, Lossky écrivit le 8 mai une lettre à Pilsudski pour le convaincre de la nécessité de fixer le taux de change à une marque polonaise pour un rouble ukrainien et demi. Une telle mesure devait permettre de réduire le coût exorbitant des produits alimentaires et des dépenses du gouvernement ukrainien liées au maintien des institutions publiques. Le 12 mai, le taux de change fut finalement fixé à une marque polonaise pour 5 roubles ukrainiens, ce qui devait durer jusqu'au 15 juin.

Dans les faits, le taux de change variait d'une rue ou même d'une boutique à l'autre. De plus, les pouvoirs militaires polonais locaux établissaient eux-mêmes leur propre taux de change à environ une marque pour 8 à 12 roubles ukrainiens, ce qui contribuait à la prospérité du marché noir. Dans ce chaos circulaient 14 monnaies différentes. En mai, les prix alimentaires avaient doublé à Kyïv. La population de Kyïv était affamée ; les spéculateurs exigeaient le retour des roubles du tsar, tandis que les habitants de Kyïv réclamaient l'annonce d'une monnaie unique à taux fixe.

La question de la réorganisation du gouvernement qui assumerait la responsabilité du Traité de Varsovie et de ses conséquences apparut donc rapidement. Un nouveau gouvernement fut formé le 31 mai avec l'appui de trois partis de droite et avec le fédéraliste Prokopovich comme premier-ministre. Le 3 juin, il publia une déclaration de politique générale qui ne contenait aucune vision pour le développement de l'Ukraine. Elle se contentait d'indiquer que le



Parlement issu du suffrage universel, direct, secret et proportionnel, devait apporter une solution à la question de la propriété de la terre et que, d'ici là, la terre resterait à l'usage des paysans. Cette déclaration, qualifiée de "sans caractère et indécise", montra clairement le manque de réalisme politique et la faiblesse d'un gouvernement qui "élaborait trop de philosophie, de discours, de papiers, d'abstractions, et pas assez de mesures concrètes". L'ambiguïté du discours concernant la question agraire amena les paysans à s'abstenir de participer à la vie publique.

Les membres de ce gouvernement fidèle à Petlura et à l'union avec la Pologne étaient considérés comme des "littérateurs, incapables de travailler à des mesures concrètes, paralysés par les dissensions internes". On lui prédisait une courte vie – environ 3 semaines – , puisque, faute d'argent, il ne pouvait ni approuver le budget des ministères, ni organiser les autorités locales. Le budget du Ministère de la guerre absorbait 70 % de la trésorerie , tandis que les autres ministères, engagés dans un travail uniquement conceptuel et administratif, "s'amusaient à créer de vastes projets et à calculer leurs effectifs ministériels". La situation financière était si critique que le gouvernement était prêt à faire des concessions commerciales à ceux qui donneraient de l'argent. Le 18 juin, il demanda à la Pologne un prêt à court terme d'un milliard de marques polonaises, pour sauver la situation. L'accord de prêt qui fut signé le 9 août prévoyait 25 millions de marques polonaises par mois, en échange de 30% du monopole sur le sucre ukrainien.

Le succès politique de l'alliance dépendait également du comportement de l'armée polonaise envers la population ukrainienne. Dans les premiers jours de la campagne de Kyïv, l'attitude du peuple ukrainien vis-à-vis de la présence de l'armée polonaise était décrite comme amicale et enthousiaste, car les Ukrainiens étaient encore marqués par l'occupation bolchévique. Mais, malgré les efforts des informateurs ukrainiens sur place, la paysannerie ne fut pas suffisamment informée sur l'objet de la présence des troupes polonaises en Ukraine.

L'un des points principaux de la convention militaire était l'article 6, en vertu duquel le gouvernement ukrainien devait fournir à l'armée polonaise les denrées alimentaires, les chevaux et le fourrage. Les réquisitions devaient être conduites uniquement par les autorités administratives ukrainiennes locales. Dans le même temps, l'Ukraine promettait de fournir à l'armée polonaise la quantité d'argent nécessaire au paiement immédiat des billets de réquisition, au prix fixé par les Ukrainiens. Mais l'armée polonaise n'ayant pas reçu d'argent ukrainien, elle fut souvent obligée, lors des réquisitions, de ne délivrer que des papiers dépourvus de valeur.

Même si, au début, les paysans donnaient la nourriture sans protester, ils n'avaient pas confiance en la valeur des billets de réquisition. À la mi-mai, la population, qui ne croyait guère aux bonnes intentions des Polonais, eut une attitude plus réservée à leur égard. À la fin de mai, les billets de réquisition ne valant plus rien et ne permettant plus aucune transaction, les 14.000 soldats et les 4.000 chevaux de l'armée polonaise stationnés autour de Kyïv étaient affamés. La situation se dégrada encore plus quand, fin mai, des trains de ravitaillement polonais se trouvèrent immobilisés à Kovel pour 2 semaines et que l'armée polonaise dut pratiquer des réquisitions quotidiennes forcées qui aggravèrent ses relations avec la paysannerie ukrainienne. Au début du mois de juin, la population, scandalisée par des réquisitions jugées illégales et une attitude qualifiée d'indigne, était prête, dans certaines régions, à attaquer l'armée polonaise.

Dans le mémorandum à Pilsudski du 16 mai, le ministre de la guerre ukrainien notait avec regret que les autorités polonaises se comportaient sur le terrain comme si elles évoluaient en territoire ennemi où tout doit être détruit ou pillé. Il prédisait que, en cas de poursuite de cette politique, les soulèvements de la population de l'Ukraine contre la présence polonaise seraient inévitables. Mais, malgré la condamnation officielle de ce comportement prononcée par les autorités polonaises le 27 mai, la situation ne changea pas.

Les autorités ukrainiennes locales ignorant quel était le contenu exact des conditions de la convention militaire, elles ne pouvaient rien exiger de l'allié polonais, ce qui pesa sur leur moral et créa une atmosphère malsaine de suspicion où tout n'était "pas dit clairement dans les relations entre les autorités polonaises et ukrainiennes". L'avenir de l'alliance dépendait donc des autorités polonaises qui se trouvaient sur place et de leur attitude personnelle dans la conduite des affaires ukrainiennes. Certains essayèrent de coopérer vraiment avec les institutions ukrainiennes ; d'autres ne créaient que des obstacles, ne reconnaissaient pas aux autorités ukrainiennes le droit de gouverner, interdisaient aux cosaques ukrainiens de porter des armes et d'utiliser la langue ukrainienne dans les lieux publics. Cette "guerre administrative sur le terrain" entrava le fonctionnement de l'administration ukrainienne et de l'armée, qui se perdirent dans une guerre administrative pour obtenir la permission d'exercer les pouvoirs qui leur revenaient de droit. Dans ce contexte, il était difficile d'établir qui était le véritable dépositaire du pouvoir, puisque les Polonais étaient présents à tous les niveaux de l'administration ukrainienne. Par exemple, à Zhmerynka, un juif fut battu par un soldat polonais parce qu'il tissait un drapeau ukrainien. Ce

soldat s'écria que l'armée polonaise n'avait pas "occupé Zhmerynka pour qu'on y tisse des chiffons".

Selon les mémoires du général ukrainien Omelyanovych-Pavlenko, "telle était la nature générale de ces relations : de l'extérieur, tout n'était que formules de politesse, auxquelles nos alliés polonais ne dérogeaient jamais, mais la réalité des relations était plus prosaïque : une partie profitait de la "bonne affaire", l'autre essayait de sauver ce qui pouvait l'être, tout en craignant de provoquer le mécontentement".

Une autre clé importante pour le succès de la campagne de Kyïv résidait dans le renforcement de l'armée ukrainienne, de façon à ce qu'elle soit en mesure de défendre ses propres territoires après le départ de l'allié polonais. Le 8 mai, l'état-major polonais donna à ses troupes l'ordre d'aider à la construction rapide d'une armée ukrainienne, ce qui leur permettrait de rentrer chez elles avant l'automne.

Au début de campagne de Kyïv l'armée ukrainienne était composée de :

- la 2ème division d'infanterie formée à Kamianets-Podilskyï. En avril on y comptait 338 officiers et 700 cosaques. Le 27 avril, elle s'empara de Mohyliv-Podilskyï où elle resta durant le mois de mai, placée par ailleurs sous le commandement de la 6ème armée polonaise jusqu'au 4 juillet ;
- la 6ème division d'infanterie formée à Brest-Litovsk. En avril, on y comptait 100 officiers, 1.100 cosaques, 100 chevaux et 48 canons. En mai elle se trouvait dans la région de Kyïv et fit partie de la 3ème armée polonaise jusqu'au 20 août ;
- l'armée qui sortait de la Première Campagne d'hiver (6.12.1919 – 6.5.1920), sous le commandement du général Omelianovych-Pavlenko, avec 3 divisions d'infanterie, la brigade galicienne de cavalerie et le 3ème régiment de cavalerie séparée qui comptaient 7.000 personnes (notamment 479 officiers et 3.840 cosaques dans les troupes de combat). Cette armée, sans avoir de repos, a pris ses positions sur l'aile sud du front polono-soviétique à partir de Jampil sur Dniestr jusqu'à la petite ville de Miastkivka, en tenant ainsi 35 km de ligne de front.

Par ailleurs, les autorités ukrainiennes prévoyaient d'agrandir l'armée ukrainienne en intégrant de diverses armées paysannes (estimées entre 20.000 et 40.000 personnes), ce qui fut un échec. Par exemple, la 6ème division d'infanterie n'avait finalement obtenu que 128 personnes après la campagne de recrutement des volontaires dans la région entre Vinnitca et Kyïv. Les

chefs de ces bandes de paysans en ont souvent profité pour se ravitailler dans l'armée ukrainienne pour répartir ensuite le butin et défendre exclusivement leur lopins terre.

Les Ukrainiens espéraient obtenir la permission de mobiliser sur le territoire temporairement occupé par l'armée polonaise dans les ouiezds de Kamianets-Podilskyï, Nova-Oushitsa et Proskuriv. Mais la résistance de l'administration polonaise locale ne permit pas de réaliser ces plans. Finalement, seuls les 2 ouiezds de Mohyliv-Podilskyï et de Yampil, qui étaient contrôlés par l'armée ukrainienne, furent mobilisés. L'ouiezd de Yampil donna 4.000 cosaques aux trois divisions du général Omelianovych-Pavlenko, et celui de Mohyliv-Podilskyï – 2.000 cosaques à la 2ème division d'infanterie. Ainsi, l'armée ukrainienne du général Omelianovych-Pavlenko avait réussi à doubler ses effectifs et le 1 juin, elle comptait 955 officiers et 8.180 cosaques. Ce succès de mobilisation permit de créer la 5ème division d'infanterie dont le noyau principal étaient les ukrainiens galiciens.

Après sa réorganisation du 29 mai en six divisions placées sous le commandement du général Omelianovych-Pavlenko, à la mi-juin, l'armée ukrainienne comptait 2.474 officiers, 15.000 cosaques (les troupes de combat n'avait que 8.000 – 10.000 cosaques) et possédait 7.775 fusils ainsi que 169 mitrailleuses et 31 canons.

A partir du 31 mai, elle fut attaquée par l'armée rouge le long de la rivière Markivka et dut assez vite reculer en raison du manque de munitions. Pour résister à ces attaques, elle aurait eu besoin de 500 cartouches par jour pour les canons et de 20.000 cartouches pour les fusils. Seule la 2ème division d'infanterie fut livrée en armes entre les 20 – 25 mai (4.000 fusils et 50 mitrailleuse avec 100.000 cartouches). L'armée du général Omelianovych-Pavlenko n'avait obtenu que 1.300 fusils avec 551.470 cartouches, 49 mitrailleuses et 364.550 cartouches entre les 19 – 28 mai. Les premières livraisons d'armes importantes ne se firent que le 19 juin : l'armée ukrainienne reçut alors 12.070 fusils avec 100.000 cartouches et 16 canons avec 3 wagons de cartouches. Les livraisons de vêtements étaient plus fournies : entre mi-mai et le 11 juin, la 2ème division d'infanterie reçut 9.700 ensembles de vêtements, tandis que l'armée du général Omelianovych-Pavlenko obtenait 8.000 ensembles de vêtements. La 6ème division reçut 2.084 ensembles de vêtements début mai. Seulement un quart des cosaques ukrainiens était chaussé.

A la fin du mois de mai, il devint évident que les armes prises aux bolchéviques sur le champ de bataille ne suffiraient pas à couvrir les besoins de l'armée ukrainienne. L'armée polonaise ne pouvait pas partager ses propres stocks non plus, parce que l'armée ukrainienne utilisait des armes de conception russe. L'Ukraine ne put couvrir ses besoins qu'en achetant des munitions en Roumanie entre juin et la fin du mois d'octobre 1920.

Autre aspect de ce problème : les Polonais avaient généré un chaos administratif en créant plusieurs structures de ravitaillement de l'armée ukrainienne. D'ailleurs les Ukrainiens en ont profité pour doubler leurs demandes. Il en résultat un grand déséquilibre dans l'équipement des troupes, les unes trop bien ravitaillées et d'autres sous-équipées.

Ainsi, le 5 juin, les unités de la cavalerie rouge (18.000 cavaliers) réussirent à s'infiltrer derrière les lignes polonaises et à couper leurs communications. Incapables de contre-attaquer, les troupes polonaises furent obligées de reculer vers la Volhynie. Elles abandonnèrent Kyïv le 11 juin. C'en était alors fini de la campagne de Kyïv.

Donc, en 1920, la Pologne prit la décision souveraine de mener la guerre contre la Russie soviétique, afin d'essayer de créer une nouvelle réalité géopolitique à l'Est de l'Europe. Cette décision fut tout aussi audacieuse que risquée, car, juste avant l'attaque, il fut confirmé que les forces de l'armée rouge s'étaient concentrées en Biélorussie, ce qui obligeait, après la prise de Kyïv, à faire remonter par le nord une partie des troupes polonaises vers la Biélorussie et affaiblir ainsi le front ukrainien.

Malheureusement, la vision de Pilsudski échoua, non pas à Riga, mais plutôt à Kyïv. En effet, si dans son appel au peuple ukrainien du 26 avril, il expliquait que les troupes polonaises ne resteraient en Ukraine que le temps nécessaire à la restauration de l'autorité du gouvernement de l'Ukraine, dans les faits, dès qu'elles parvinrent sur l'Ukraine de la rive droite, au lieu d'aider le gouvernement ukrainien à établir son autorité, l'administration militaire polonaise se précipita pour mettre en place ses propres règles de gouvernance, piller la propriété ukrainienne et nommer des Polonais aux postes administratifs.

Au fur et à mesure de l'évolution des circonstances du mois de mai, la plupart des articles de la convention militaire furent modifiés en faveur des Polonais. Les réquisitions illégales et le vol se banalisèrent et constituèrent une source permanente de conflits au niveau local et le

principal poison de l'alliance. Les choses en arrivèrent au point où, le 17 octobre, le gouvernement ukrainien demanda au gouvernement polonais la création d'un comité de liquidation, afin d'évaluer le montant du préjudice subi et obtenir la compensation des pertes dues aux réquisitions illégales.

Malgré la résistance des Polonais, la mobilisation eut du succès, puisque l'armée ukrainienne réussit à plus que doubler ses effectifs et à donner une structure aux 6 divisions, même si en juin elle ne comptait que 25 % de ses effectifs théoriques. Mais les fournitures de l'armée ukrainienne n'étaient pas suffisantes. Cela venait en partie du manque de réalisme des promesses polonaises et du système de ravitaillement décentralisé qui favorisait le chaos administratif. On dit que ses besoins en cartouches ont été couverts à 25 % et celles en vêtements à 50 %. Mais les Polonais eux-mêmes n'étaient pas toujours au courant des besoins réels de l'armée ukrainienne et de ses effectifs. C'est pourquoi obtenir des données fiables sur l'état de ravitaillement de l'armée ukrainienne était et reste impossible.

On peut donc dire que, dès le début, l'alliance polono-ukrainienne était vouée à l'échec, car elle manquait de bases solides, alors même que les conditions de sa réussite étaient trop aléatoires. Faute de réelle attitude pro-ukrainienne de la part des Polonais, ce ne fut ni un mariage de conviction, ni un pacte d'entraide, mais une alliance conjoncturelle entre deux parties qui étaient engagées dans un conflit avec la Russie soviétique et qui ne cherchaient qu'à tirer de l'autre le maximum de profit. Ainsi, l'alliance se résuma à un affichage d'idées généreuses qui ne se furent jamais traduites en actes. La propagande n'eut pas l'effet escompté, car les soldats polonais considéraient l'Ukraine comme une partie de la Pologne et ne lui reconnaissaient pas d'identité propre. Par ailleurs, la victoire était inenvisageable, tant le conflit manquait de préparation. La Pologne avait fondé ses plans de succès sur une guerre éclair qui n'a jamais eu lieu. Il s'en est suivi un grand désarroi du point de vue militaire, un enlisement sans perspective sur le territoire ukrainien qui est vite devenu un lieu de pillage.

Cet éclairage peut aider à comprendre pourquoi Pilsudski, pourtant victorieux des bolcheviques en octobre, ne poursuivit pas l'offensive en Ukraine. Il était conscient que, avec un tel comportement, l'armée polonaise n'y serait plus tolérée par la population.

En fait, dès juin 1920, il était devenu évident que le Traité de Varsovie était un échec puisque ses principaux termes, à savoir la libération des terres de l'Ukraine de la rive droite et la construction de l'armée ukrainienne, ne furent pas suivis d'effets.

